

La crise transforme les écoles de commerce

Horaires aménagés pour les étudiants-salariés, échelonnement des paiements, le management s'adapte

La crise est partout ! Même dans les écoles de management, qui s'adaptent comme elles peuvent. « Des familles qu'on croyait aisées, de cadres, sollicitent des échelonnements de paiement », raconte Guy Gascoin, directeur du programme bachelier du groupe Audencia. Son école nantaise de commerce, une des plus prestigieuses, a enregistré 30 % de demandes de bourse supplémentaires par rapport aux années précédentes. Elle n'est pas la seule. Petite ou grande, chacune s'adapte à sa manière.

Isabelle Assassi, directrice de la Toulouse Business School (TBS, ex-ESC Toulouse), qui accueille 4 600 étudiants, dont 30 % de boursiers, constate, depuis 2011, l'augmentation des impayés et des demandes d'échelonnement des 6 500 et même 9 800 euros (pour la grande école) annuels de frais de scolarité. « Ce qui m'a frappée, lors des jurys de fin de diplôme, c'est le nombre d'étudiants fatigués, souvent absents, qui avaient mis leurs études en danger en travaillant en plus de leurs cours. Nous avons réagi et pris des mesures », explique-t-elle. Ainsi l'apprentissage, qui permet à l'élève d'être rétribué et l'exemption des frais de scolarité, a-t-il été ouvert dès la deuxième année, avec en tout 150 places.

L'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec), à Cergy-Pontoise, fut pionnière dans le développement de l'apprentissage, dès 1994. La moitié des étudiants en bachelier et le tiers de ceux en programme grande école en bénéficient. Les contrats d'apprentissage sont de deux ans, rémunérés au moins 61 % du smic ou du minimum de la convention collective la première année, 78 % la deuxième année.

« Des entreprises rémunèrent mieux encore, notamment dans la banque et l'audit. Elles prennent à leur compte les frais de scolarité et sont, en contrepartie, exonérées de charges sociales », rappelle Michel Gordin, directeur de la coordination d'apprentissage de l'Essec. C'est aussi un bon moyen de trouver un travail, puisque 66 % de nos apprentis se voient proposer un poste. »

Mais « attention », prévient Anne Stefanini, directrice de l'éco-

Le management fait recette

Près de 136 000 étudiants sont inscrits en 2012 dans l'une des nombreuses écoles de management que compte le pays. Cet effectif est en forte progression, puisqu'ils n'étaient que 90 000 en 2006. Les formules proposées diffèrent, mais le fleuron reste le programme grande école, qu'on intègre après une classe préparatoire. Quelque 39 % des effectifs y sont accueillis. Sur les 200 écoles, 45 sont habili-



de de commerce Novancia, à Paris, l'apprentissage implique une double vie, d'étudiant et de salarié.

Si la formule se développe, elle peut difficilement intervenir dès la première année. Il faut intégrer les fondamentaux avant de partir en apprentissage. TBS a trouvé une autre solution pour alléger les contraintes des familles pour cette année qui ne prévoit pas de stage rémunéré. Elle a créé deux classes à horaires aménagés où les cours ont lieu le matin afin de dégager l'après-midi pour un éventuel travail salarié.

Soixante-dix étudiants se sont

inscrits en 2013, une cinquantaine pour raison financière et une vingtaine pour pratiquer un sport, un instrument de musique ou mener un double diplôme. Zohra Azzou, originaire de Vénissieux (Rhône) où elle vit seule avec sa mère employée, a intégré la TBS : « J'ai appris les facilités qu'elle offrait lors des oraux d'admission et cela a guidé mon choix car j'ai besoin de travailler », raconte-t-elle.

La jeune femme a pu cumuler baby-sitting et soutien scolaire dans deux familles toulousaines, en plus de son contrat d'agent recruteur pour l'Insee. Si les journées de M^{me} Azzou ont parfois été longues, elle ne s'en plaint pas. « J'ai l'habitude de concilier les emplois du temps et de m'organiser », explique-t-elle. Mais l'absence de loisirs lui pèse : « Ici, même les soirées de l'école sont payantes et c'est un peu frustrant. »

Sa bourse du centre régional des œuvres universitaires et scolaires, son allocation logement et une aide de l'école lui permettent juste de boucler son budget serré.

Sa collègue Lucie Bauman a, elle, décroché un contrat de quinze heures hebdomadaires dans la grande distribution sportive : « Cet

employeur apprécie que mon emploi du temps soit connu à l'avance et planifie mes heures de travail en conséquence. » TBS aide d'ailleurs ses étudiants à trouver un contrat avec un nouveau service baptisé « Easy Job », qui noue des partenariats avec les entreprises proposant des temps partiels, res-

« Nous recherchons nous-mêmes des jobs » pour nos étudiants

Anne Stefanini
directrice de l'école de commerce Novancia, à Paris

tauration (Subway, McDonald's...) ou distribution (Lidl, Decathlon...). Novancia (7 450 euros l'année) facilite et encourage elle aussi le travail salarié en première année et développe l'apprentissage pour 25 à 30 % des la deuxième année.

« Nous recherchons nous-mêmes des jobs et sommes vigilants sur les conditions et horaires de travail de nos étudiants », avertit M^{me} Stefanini, qui se souvient que certains jeunes étaient tentés de travailler en soirée, en particulier dans les res-

taurants des Champs-Élysées, à Paris, ce qui pouvait nuire à leurs études.

Pourtant, même sans rapport avec les études suivies, « une activité rémunérée qui se déroule dans de bonnes conditions a un effet positif, en permettant aux jeunes de mûrir, d'être en contact avec l'entreprise, avec la clientèle. Ils y trouvent parfois une source de motivation pour poursuivre des études », analyse M^{me} Stefanini.

Un pari que fait aussi la Kedge Business School (10 500 euros par an), issue de la fusion de l'École de management de Bordeaux et Euromed Management, à Marseille. L'école a des antennes à Bordeaux, Marseille, Paris et Toulon. Ses 10 000 étudiants peuvent s'adresser au service Wellness, créé en 2011, qui les accompagne, peut débloquer des aides et propose des jobs au sein de l'école. Une cinquantaine de contrats à durée déterminée ont été conclus dans le groupe Kedge même.

Des postes à l'informatique, à la bibliothèque... Mais, là encore, les emplois suffisent à peine à faire vivre les jeunes salariés. « Nous avons pris contact avec l'épicerie solidaire de la Croix-Rouge, à Mar-

seille, pour qu'elle soit accessible à des heures compatibles avec les cours. L'épicerie permet, avec 5 euros, de faire 50 euros de courses, ce à quoi quelques-uns de nos étudiants sont éligibles », explique Tashina Giraud, chargée de mission à Kedge.

En dernier recours, les écoles orientent parfois les étudiants et leurs parents vers les banques, qui consentent certes des prêts avantageux, au taux de 1,5 % ou 2 %, mais d'un montant limité et en échange d'une caution parentale pas toujours possible. « Cela pourrait s'aggraver, car nous verrons arriver des familles endettées à très long terme, vingt-cinq à trente ans, pour l'achat de leur résidence principale, qui sera loin d'être remboursée lorsque leurs enfants se lanceront dans les études », prédit Guy Gascoin.

Si les étudiants ont du mal à boucler leur budget, les écoles aussi. Le financement par les chambres de commerce, dont la plupart de ces écoles dépendent, ne suffit plus à l'équilibre des budgets. Si l'on y ajoute la part croissante des budgets des écoles destinée aux aides sociales, la situation se tend partout. ■

ISABELLE REV-LEFEBVRE

Les diplômés baissent leurs prétentions

JOB OU CHÔMAGE ? L'inquiétude des étudiants monte, même dans les établissements les plus prestigieux. L'enquête menée en avril par le cabinet de conseil Gallileo auprès de 1 300 étudiants interrogés six mois avant l'obtention de

leurs diplômes en est la preuve. Les jeunes interrogés ont beau être issus des six plus grandes écoles d'ingénieurs (Polytechnique, Centrale Paris, Mines Paris, Ponts et chaussées, Télécom Paris, Supélec) et des 7 plus prestigieuses écoles de commerce (HEC, Essec, ESCP, EM Lyon, Edhec, Neoma, Dauphine), 40 % d'entre eux redoutent de ne pas trouver d'emploi.

L'angoisse est plus prégnante dans les écoles de commerce. Elle y concerne 44 % des jeunes alors que chez les futurs ingénieurs seuls 28 % sont inquiets. Les filles sont plus angoissées que les garçons (31 %). « Même à HEC, 33 % des étudiants se disent préoccupés par leur entrée sur le marché du travail », remarque Quentin Ballu l'auteur de l'étude. Cela s'explique par la concurrence croissante des

étudiants ingénieurs sur les métiers considérés par les managers comme leur chasse gardée. C'est le cas pour le conseil, l'audit ou la banque, secteurs de plus en plus friands d'ingénieurs », poursuit-il.

Pragmatiques, 77 % des étudiants se disent prêts à faire des concessions sur leurs ambitions initiales. Ils envisagent d'opter pour une société moins prestigieuse que celle dont ils rêvaient, ou d'accepter un CDD plutôt qu'un CDI si cela leur permet d'obtenir un poste plus intéressant, ou encore d'en rabattre sur les prétentions salariales.

La dernière enquête d'insertion professionnelle publiée en juin 2013 par la Conférence des grandes écoles corrobore cet impact de la crise sur les débouchés. Les diplômés 2012 sont

82,5 % à avoir décroché un emploi six mois après la fin de leurs études, des résultats très honorables mais en légère baisse par rapport à la promotion 2011 dans laquelle 84,9 % avaient trouvé un emploi. Mécaniquement le taux de chômage chez ces diplômés grimpe de 12,5 % à 15,4 %.

Les salaires de sortie s'érodent, eux, légèrement, notamment pour les sortants des écoles de commerce qui peuvent espérer gagner en moyenne 37 940 euros (brut et primes incluses) en 2013 contre 39 224 euros pour la promotion 2011.

Sur une plus longue période, la baisse des salaires de sortie est significative puisque entre 2000 et 2013, la rémunération a reculé de 15 % en euros constants.

Ces perspectives n'arrangent guère les directeurs d'écoles qui

sont conscients d'être arrivés à un sommet en matière de droits de scolarité.

Selon la Cour des comptes, HEC a ainsi augmenté ses tarifs de 71 % entre 2006 et 2010, ESCP Europe

Pragmatiques, trois étudiants sur quatre sont prêts à accepter un CDD plutôt qu'un CDI ou à revoir leurs objectifs salariaux

de 49,4 % et l'Essec de 54 %. Des augmentations qui voulaient compenser la décreuse relative du financement des CCI. Ces dernières assuraient, en 2000, 35 % des recettes des écoles contre à peine 11 % aujourd'hui. Corrélati-

ment, les frais de scolarité représentent 58 % de leur budget. Mais la crise vient enrayer les rentrées. D'autant que les banques sont de plus en plus pointilleuses pour accorder leurs emprunts.

Zohra Azzou, étudiante à la Toulouse Business School, n'a pu emprunter que 26 000 euros alors que son cursus coûte 30 000 euros. Non seulement elle doit travailler pour boucler son budget, mais elle a dû s'engager à rembourser les intérêts pendant ses années d'études, soit 50 euros par mois.

Selon le site Internet Finances-études, qui met en relation banques et élèves, 24 % des étudiants souhaitent contracter un crédit, mais seul 12 % l'ont obtenu, soit 300 000 par an, faute de caution notamment. ■

I.R.-L.

LA DIFFÉRENCE EST NOTRE FORCE. ET DEMAIN ELLE SERA LA VÔTRE.

EM STARSBOURG BUSINESS SCHOOL